



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### APPEL D'OFFRES OUVERT ARTICLES L. 2124-2, R. 2124-2 1° ET R. 2161-2 A R. 2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

#### FOURNITURE D'ANHYDRIDE CARBONIQUE, LOCATION ET MAINTENANCE DU RESERVOIR DE STOCKAGE DU CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI

Date et heure limites de réception des offres :

**14/03/2025 à 12:00**

**Pouvoir adjudicateur :**

**CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**

Route de Cambrai

B.P. 10740

59507 DOUAI Cedex



*Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, toutes les communications et tous les échanges d'informations effectués au cours de la procédure de passation d'un marché public / d'un accord-cadre dont la valeur estimée du besoin est supérieure à 40 000 € H.T. doivent être dématérialisés.*

*Par conséquent, la transmission des plis par voie électronique est désormais obligatoire. Cette règle s'applique à la présente consultation. **La transmission des plis par voie papier n'est donc plus autorisée, sous peine d'irrecevabilité.***

## SOMMAIRE

<b>Article 1 - Objet et étendue de la consultation</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet	3
1.2 - Cadre réglementaire	4
1.3 - Mode de passation	3
1.4 - Type de contrat	3
1.5 - Décomposition de la consultation	4
1.6 - Renouvellement	4
1.7 - Code CPV	4
<b>Article 2 - Conditions de la consultation</b>	<b>5</b>
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Confidentialité	5
<b>Article 3 - Conditions relatives au marché public</b>	<b>5</b>
3.1 - Durée	5
3.2 - Reconduction	5
3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
<b>Article 4 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)</b>	<b>6</b>
<b>Article 5 - Présentation des candidatures et des offres</b>	<b>6</b>
5.1 - Documents à produire	7
5.2 - Visite sur site	8
<b>Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</b>	<b>8</b>
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	9
6.3 - Informations pratiques	9
<b>Article 7 - Examen des candidatures et des offres</b>	<b>10</b>
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution du marché public	10
7.3 - Suite à donner à la consultation	11
7.4 - Communication des résultats	11
<b>Article 8 - Renseignements complémentaires</b>	<b>11</b>
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	11

## Article 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 – Objet

La présente consultation a pour objet :

**« FOURNITURE D'ANHYDRIDE CARBONIQUE, LOCATION ET MAINTENANCE DU  
RESERVOIR DE STOCKAGE DU CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI »**

La description de chaque produit et les spécifications techniques correspondantes sont indiquées dans l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Bordereau des Prix Unitaires (BPU) – Etat des besoins » et dans le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP).

Lieux d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI LOGIPOLE Route de Cambrai – B.P. 10740 59507 DOUAI Cedex
---

### 1.3 - Mode de passation

**Le marché fait l'objet d'une relance suite à la déclaration sans suite de la précédente procédure d'avis d'appel public à la concurrence pour un motif juridique conformément aux articles R 2185-1 et R 2185-2 du Code de la Commande Publique.**

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 1.4 - Type de contrat

Il s'agit d'un marché public mixte traité à prix global et forfaitaire (prévisible) et prix unitaire (non prévisible)

Pour la partie non prévisible, l'accord cadre est passé à bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

. Montant maximum :

**60 000 € H.T. par an, soit 240 000 € H.T. pour toute la durée de validité du marché public.**

Le marché public comprend une part de prestations prévisibles (**incluses dans le forfait**) conclue à prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement (AE) ainsi qu'une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires et exécutée au moyens de bons de commande dans les conditions définies dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU)

**La part des prestations prévisibles (incluses dans le forfait) comporte les prestations suivantes :**

- ✓ Location maintenance préventive et curative

- La location de la cuve de stockage adaptée à la dalle réservée au CH Douai
- Les opérations de contrôle et certification,
- Le système de télémétrie pour optimiser et automatiser la gestion des approvisionnements au CH Douai .
  
- La maintenance préventive comprend :
  - Déplacement ;
  - Main d'œuvre ;
  - Pièces détachées
  - Remplacement systématique des pièces défectueuses ;
  - Contrôle de bon fonctionnement ;
  - Franco de port sur les pièces détachées.
  
- La maintenance corrective comprend :
  - Déplacement ;
  - Main d'œuvre ;
  - Pièces détachées
  - Remplacement systématique des pièces défectueuses ;
  - Contrôle de bon fonctionnement ;
  - Franco de port sur les pièces détachées.

**La part des prestations non programmables (à bons de commandes) comprend les prestations suivantes :**

- ✓ Fourniture d'anhydride carbonique
  - Livraison d'anhydride carbonique nécessaire au maintien en température des navettes de transport des plateaux repas de l'unité centrale de production culinaire du CH Douai.

Cf. annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) ».

### **1.5 - Décomposition de la consultation**

L'accord-cadre n'est pas alloti et mono attributaire.

### **1.6 - Renouvellement**

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

### **1.7 - Code CPV**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) sont :

<b><i>Classification principale</i></b>	<b><i>Description</i></b>
24100000	Fourniture de gaz alimentaire

## Article 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

## Article 3 - Conditions relatives au marché public

### 3.1 - Durée

Le marché public est conclu pour une période de 4 ans.

L'exécution des prestations débute à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2025.

### 3.2 - Reconduction

Sans objet

### 3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le paiement se fait par mandat administratif.

Le marché public est financé sur le budget propre du Centre Hospitalier de Douai.

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## Article 4 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- ✚ Le règlement de la consultation (RC) ;
- ✚ L'Acte d'Engagement (AE) ;
- ✚ L'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement « BPU » ;
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✚ L'annexe n°1 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : « Protocole de sécurité simplifié » ;
- ✚ L'annexe n°2 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : « Plan d'accès à la plateforme » ;
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 ;
- ✚ L'attestation de visite ;
- ✚ La fiche de renseignements sur le fournisseur.

Les opérateurs économiques peuvent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité à l'adresse Internet du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

Aucune demande d'envoi du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) initial. Les candidats doivent alors répondre sur la base du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

***Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :***

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.	Non
Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.	Non
Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).	Non
Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.	-	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales références des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire des fournitures faisant l'objet du présent marché public (preuve apportée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat).	-	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	-	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificats de qualifications professionnelles.	Non

Chacun des certificats précités peut faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères peuvent quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement (AE) ;	Oui
L'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Bordereau des Prix Unitaires (BPU)»	Oui
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;	Oui
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;	Oui
L'annexe n°1 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : « Protocole de sécurité simplifié »;	Oui
L'annexe n°2 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : « Plan d'accès à la plateforme »;	Oui
Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021	Oui
L'attestation de visite ;	Oui
La fiche de renseignements sur le fournisseur ;	Non
Le relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

## **5.2 - Visite sur site**

La visite sur site est obligatoire sous peine de rendre l'offre irrégulière.

La date de visite est prévue :

 **le mercredi 05 mars 2025 à 09h30**

La prise de rendez-vous s'effectue uniquement via l'adresse électronique suivante : [marchespublics@ch-douai.fr](mailto:marchespublics@ch-douai.fr)

## **Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.



## 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.



Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

-  Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
-  Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents doivent être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est alors informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché public par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier ou sur clé USB n'est pas autorisée, sous peine d'irrecevabilité.

## 6.3 - Informations pratiques

Horaires d'ouverture au public de la cellule des marchés publics pour la transmission par voie postale ou la remise en main propre des copies de sauvegarde : **Du lundi au vendredi, de 08h30 à 11h30 et de 13h30 à 17h00.**

Les candidats doivent s'assurer du bon acheminement des copies de sauvegarde.

Il appartient aux candidats qui s'adressent à un transporteur de prendre toute disposition pour respecter les délais, horaires et lieu de dépôt des copies de sauvegarde. À charge pour les candidats de vérifier les obligations contractuelles d'acheminement des copies de sauvegarde auxquelles le transporteur est tenu.

Aucune copie de sauvegarde ne sera acceptée par un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur se dégage de toute responsabilité en cas de dépôt des copies de sauvegarde en dehors des créneaux horaires spécifiés dans le présent règlement de la consultation et/ou dans un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

## **Article 7 - Examen des candidatures et des offres**

### **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables sont examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **7.2 - Attribution du marché public**

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

Pour chaque lot, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Toute offre demeurant irrégulière peut être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre peut avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

### **Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
<b>1 – Prix</b>	<b>55 points</b>
1.1 – Décomposition du Prix Global Forfaitaire	10 points
1.2 – Bordereau des Prix Unitaires	45 points
<b>2 – Valeur technique</b>	<b>40 points</b>
2.1 – Modalités d'organisation en cas de panne	10 points
2.2 – Mesures alternatives en cas de force majeure	10 points
2.3 – Qualifications des chauffeurs et mainteneurs	05 points
2.4 – Modèles de rapport d'intervention, rapport annuel, compte rendu	05 points

2.5 – Stock des pièces	05 points
2.6 – Plateforme dématérialisée	05 points
<b>3 - Développement durable (EUROCLASS des véhicules)</b>	<b>5 points</b>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

### 7.4 - Communication des résultats

Tous les candidats, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R. 2181-3 et R. 2181-4 du code de la commande publique.

## Article 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats doivent faire parvenir au plus tard **8 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) et techniques :

#### **CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**

##### ***Cellule des marchés publics***

Route de Cambrai  
B.P. 10740  
59507 DOUAI Cedex

Les candidats peuvent également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse est alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.





### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

#### **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE**

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039  
59014 LILLE CEDEX  
Téléphone : 03.59.54.23.42  
Télécopie : 03.59.54.24.45  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

-  Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché public ;
-  Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
-  Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
-  Recours en contestation de la validité du marché public dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

*Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE**  
5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - C.S. 62039  
59014 LILLE CEDEX

Téléphone : 03.59.54.23.42  
Télécopie : 03.59.54.24.45  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)